Cahier spécial des charges n° S&L/DA/2022/057

Procédure ouverte pour la livraison d'un outil intégré permettant la communication des données financières d'institutions financières pour une gestion efficace du risque de crédit par le pouvoir adjudicateur

Date ultime de dépôt des offres

Lundi 28 novembre 2022 avant 09h55
# TABLE DES MATIÈRES

**A. DÉROGATIONS GÉNÉRALES** ................................................................. 4

**B. DISPOSITIONS GÉNÉRALES** ............................................................ 4

- **B.1. OBJET ET IDENTIFICATION DU MARCHÉ** ................................ 4
- **B.2. DURÉE DU MARCHÉ** ................................................................ 4
- **B.3. POUVOIR ADJUDICATEUR** ......................................................... 4
- **B.4. DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ** ..................................... 5
  - **B.4.1. Législation** ......................................................................... 5
  - **B.4.2. Documents du marché** ....................................................... 5
- **B.5. LIMITATION ARTIFICIELLE DE LA CONCURRENCE – CONFLITS D’INTÉRÊTS – RESPECT DU DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DU TRAVAIL** .................................................. 5
  - **B.5.1. Limitation artificielle de la concurrence** ................................. 5
  - **B.5.2. Conflits d’intérêts – tourniquet** ............................................. 6
  - **B.5.3. Respect du droit environnemental, social et du travail** .......... 7
- **B.6. QUESTIONS ET RÉPONSES** ....................................................... 8

**C. ATTRIBUTION** .................................................................................. 9

- **C.1. INTRODUCTION DES OFFRES** .................................................. 9
  - **C.1.1. Droit et mode d'introduction des offres** ................................ 9
  - **C.1.2. Signature des offres** ............................................................. 10
  - **C.1.3. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite** .............. 10
  - **C.1.4. Date ultime d'introduction des offres** .................................. 10
- **C.2. OFFRES** .................................................................................... 10
  - **C.2.1. Dispositions générales** ....................................................... 10
  - **C.2.2. Durée de validité de l’offre** .................................................. 11
  - **C.2.3. Contenu et structure de l’offre** .......................................... 11
  - **C.2.4. Le formulaire d’offre** ......................................................... 11
  - **C.2.5. L’inventaire des prix et les prix** ......................................... 11
  - **C.2.6. Document unique de marché européen (DUME)** ............. 12
- **C.3. SELECTION – DROIT D’ACCÈS – RÉGULARITÉ DES OFFRES – CRITÈRES D’ATTRIBUTION** .................................................. 12
  - **C.3.1. Généralités** ....................................................................... 12
  - **C.3.2. Droit d’accès – Critères d’exclusion (partie III du DUME)** ... 13
  - **C.3.3. Sélection qualitative (partie IV du DUME)** ......................... 15
    - **C.3.3.1. Critère de sélection relatif aux capacités techniques et professionnelles (article 68 de l’Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques)** .......... 15
  - **C.3.4. Régularité des offres** ......................................................... 16
  - **C.3.5. Critères d’attribution** .......................................................... 16
    - **C.3.5.1. Liste des critères d’attribution** ....................................... 16
    - **C.3.5.2. Méthode de détermination de l’offre la plus avantageuse** .......................................................... 16
    - **C.3.5.3. Cotation finale** .............................................................. 19

**D. EXÉCUTION** .................................................................................... 20

- **D.1. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT** .................................................. 20
- **D.2. CLAUSES DE RÉEXAMEN** ......................................................... 20
  - **D.2.1. Durée du marché** ............................................................... 20
  - **D.2.2. Révision des prix** ............................................................... 20
    - **D.2.2.1. Principes et calcul** ....................................................... 20
    - **D.2.2.2. Demande** ................................................................. 21
  - **D.2.3. Imposition ayant une incidence sur le montant du marché** .. 21
  - **D.2.4. Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire** .. 22
  - **D.2.5. Faits de l’adjudicateur et de l’adjudicataire** ....................... 22
A. DÉROGATIONS GÉNÉRALES

Dans ce cahier spécial des charges, il est dérogé en ce qui concerne la libération du cautionnement à l'article 33 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

B. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

B.1. OBJET ET IDENTIFICATION DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la diffusion de données financières d'institutions financières par le biais d'un outil intégré (plateforme, site web) devant garantir au pouvoir adjudicateur une gestion efficace du risque de crédit.

La procédure choisie est celle de la procédure ouverte avec publicité européenne.

Il s'agit d'un marché public de fournitures.

Le présent marché est un marché à prix global (article 2, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques).

Le soumissionnaire ne peut pas inclure dans son offre des réductions de prix ou des propositions d'amélioration pour plusieurs lots, au cas où ces lots lui seraient attribués.

Les variantes et options ne sont pas autorisées.

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas attribuer ce marché et de décider qu'il fera l'objet d'un nouveau marché, le cas échéant par le biais d'une autre procédure.

B.2. DURÉE DU MARCHÉ

La date de début du marché sera mentionnée dans le courrier de notification de la conclusion du marché. Le marché est conclu pour une durée de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois mettre fin au marché à la fin de la première, de la deuxième ou de la troisième année, à condition que la notification adressée à l'adjudicataire par lettre recommandée à la poste soit envoyée au moins 3 mois avant la fin de l'année d'exécution en cours.

En pareil cas, l'adjudicataire ne peut réclamer de dommages et intérêts.

La durée du marché peut être prolongée d'un an afin de garantir la continuité des prestations si le marché qui suit ce marché ne peut pas être attribué à temps. De plus amples informations à ce sujet figurent dans la clause de révision concernant la durée du marché (cf. point D.2.1).

B.3. POUVOIR ADJUDICATEUR
Le pouvoir adjudicateur est l’État belge, représenté par le ministre des Finances.

Agence fédérale de la Dette
Avenue des Arts 30,
1040 Bruxelles

B.4. DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ

B.4.1. Législation
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
- L’Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- L’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics.
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures, de services et de concessions.
- La législation environnementale de la Région concernée.
- La Loi du 11 décembre 2016 portant diverses dispositions concernant le détachement de travailleurs.
- Le règlement général européen sur la protection des données (RGPD).
- L’arrêté royal du 22 décembre 2017 relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d’achats.
- Toutes les modifications aux lois et arrêtés précités, en vigueur au jour de l’ouverture des offres.

B.4.2. Documents du marché
- Le présent cahier spécial des charges n° S&L/DA/2022/057.
- Le PV des questions et des réponses.

B.5. LIMITATION ARTIFICIELLE DE LA CONCURRENCE – CONFLITS D’INTÉRÊTS – RESPECT DU DROIT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DU TRAVAIL

B.5.1. Limitation artificielle de la concurrence

L’attention des soumissionnaires est attirée sur l’article 5 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, qui stipule que les soumissionnaires ne posent aucun acte et ne concluent aucune convention ou entente de nature à fausser les conditions normales de la concurrence.
B.5.2. Conflits d'intérêts – tourniquet

L’attention des soumissionnaires est attirée sur les articles 6 et 69, alinéa 1er, 5° et 6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ainsi que sur l’article 51 de l’Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques en ce qui concerne les situations soumissionnaires.

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) de l'Agence fédérale de la Dette ou du SPF Finances, dans les deux ans qui suivent sa/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ de l'Agence fédérale de la Dette ou du SPF Finances, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou le dépôt de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernées et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics.
B.5.3. Respect du droit environnemental, social et du travail

Les opérateurs économiques sont tenus de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à disposition pour l’exécution du marché, toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l’Union européenne, le droit national, les conventions collectives de travail ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail énumérées à l’annexe II de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
B.6. QUESTIONS ET RÉPONSES

Toute question relative au présent marché doit être posée sur le forum, au plus tard pour le 16.11.2022.

Le forum est accessible via les données de gestion figurant dans l'avis de marché sur le site web : https://enot.publicprocurement.be.

Le pouvoir adjudicateur publiera aussi rapidement que possible sur le forum les réponses aux questions posées.

Les soumissionnaires ne seront pas avertis des nouvelles publications. Il leur est donc recommandé de consulter régulièrement le forum.
C. ATTRIBUTION

C.1. INTRODUCTION DES OFFRES

C.1.1. Droit et mode d'introduction des offres

L'attention est attirée sur le fait qu'un soumissionnaire ne peut soumettre qu'une seule offre par marché.

Chaque participant à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique est considéré comme un soumissionnaire.

Les participants à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les offres doivent être introduites par voie électronique.

En application de l'article 14 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la transmission et la réception électroniques des offres doivent être réalisées par des moyens de communication électroniques.

Les offres électroniques doivent être envoyées par le biais du site internet e-tendering https://eten.publicprocurement.be/, qui garantit le respect des conditions reprises à l'article 14, § 6 et § 7 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le rapport de dépôt de l'offre, des annexes et du document unique de marché européen (DUME) doit être revêtu d'une signature électronique qualifiée (article 43 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques).

Vu que l'envoi d'une offre par e-mail ne correspond pas aux conditions de l'article 14, § 7 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il n'est pas admis d'introduire une offre de cette manière.

Par le seul fait de transmettre son offre par des moyens de communication électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.

Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur le site Internet http://www.publicprocurement.be, ou par le biais du numéro de téléphone +32 (0)2 740 80 00 du helpdesk du service e-procurement.

Il est recommandé au soumissionnaire de s'enregistrer au plus tard la veille de l'ouverture des offres afin de pouvoir prendre contact avec le helpdesk du service e-procurement pour résoudre d'éventuels problèmes d'accès au site https://eten.publicprocurement.be/.

Le soumissionnaire doit tenir compte du fait que la taille des fichiers individuels introduits par voie électronique ne doit pas dépasser 80 Mo et que la taille de l'ensemble des fichiers ne peut excéder 350 Mo.
C.1.2. Signature des offres

La(les) signature(s) électronique(s) qualifiée(s) doi(ven)t émaner de la(les) personne(s) qui est(son)t mandatée(s) ou habilitée(s) à engager le(s) soumissionnaire(s).

Lorsque le rapport de dépôt est signé par un fondé de pouvoir, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l’acte authentique électronique ou l’acte sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration. Il fait, le cas échéant, référence au numéro de l’annexe du Moniteur belge qui a publié l’extrait de l’acte concerné, en mentionnant la(les) page(s) et/ou le passage concernés.


En ce qui concerne l’habilitation à engager une personne morale, le pouvoir adjudicateur attire l’attention des soumissionnaires sur le fait que la signature d’une offre pour un marché public n’est pas en principe considérée comme un acte de gestion journalière.

Si le soumissionnaire considère néanmoins que la signature est un acte de gestion journalière, il doit expliquer concrètement pourquoi la signature de l’offre (rapport de dépôt d’e-tendering) pour ce marché public est un acte de gestion journalière et donc juridiquement valable.

C.1.3. Modification ou retrait d’une offre déjà introduite

Lorsqu’un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, il doit le faire conformément aux dispositions de l’article 43 de l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Lorsque le rapport de dépôt dressé à la suite des modifications ou du retrait n’est pas revêtu d’une signature électronique qualifiée, la modification ou le retrait est d’office entaché de nullité. Cette nullité ne porte que sur les modifications ou le retrait et non sur l’offre elle-même.

C.1.4. Date ultime d’introduction des offres

Les offres doivent être déposées sur la plateforme avant le 28.11.2022 à 09h55.

C.2. OFFRES

C.2.1. Dispositions générales

Il est fortement recommandé au soumissionnaire d’utiliser le formulaire d’offre joint. À cet égard, l’attention du soumissionnaire est attirée sur l’article 77 de l’Arrêté royal du 18 avril 2017, qui stipule : « Lorsqu’aux documents du marché est joint un formulaire destiné à établir l’offre et à compléter le métré récapitulatif ou l’inventaire, le soumissionnaire en fait usage. À défaut d’utiliser ce formulaire, il supporte l’entièr e responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu’il a utilisés et le formulaire. »

L’offre et les annexes jointes au formulaire d’offre sont rédigées en français ou en néerlandais.
Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l’une ou l’autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelles informations sont confidentielles et/ou se rapportent à des secrets techniques ou commerciaux et ne peuvent donc pas être divulguées par le pouvoir adjudicateur.

C.2.2. Durée de validité de l’offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant une durée de 200 jours calendrier, à compter du jour qui suit celui de l’ouverture des offres.

C.2.3. Contenu et structure de l’offre

L’offre doit contenir les informations suivantes et respecter la table des matières ci-dessous :

- Le formulaire d’offre (voir partie C. 2.4).
- Pour les soumissionnaires non belges : l’annexe « Firme étrangère - Établissement stable » (cf. partie F).
- Les statuts et tout autre document utile prouvant l’habilitation du/des signataire(s), en ce compris le document établissant la procuration du/des mandataire(s) (voir partie C. 1.2).
- Le document unique de marché européen (DUME) (voir partie C, 2.6).
- Les documents relatifs aux critères d’attribution (voir partie C, 3.5).
- La description des fournitures au regard des prescriptions techniques (voir partie E).
- D’autres annexes que le soumissionnaire juge utiles.

Le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à déposer (si possible) leur offre et les annexes réunies en un fichier unique et à prévoir une numérotation ininterrompue de toutes les pages.

C.2.4. Le formulaire d’offre

Le formulaire d’offre doit être intégralement rempli. Il contient, notamment, les données suivantes :

- Le nom et les coordonnées de la personne de contact dans l’entreprise du soumissionnaire.
- La qualité de la personne qui signe l’offre.
- Le numéro d’immatriculation complet du soumissionnaire auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises (pour les soumissionnaires belges).
- Le numéro d’inscription à l’ONSS.
- Le numéro et le libellé du compte bancaire du soumissionnaire ouvert auprès d’un établissement financier sur lequel le paiement du marché devra être exécuté.
- Les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité et domicile du soumissionnaire ou, lorsqu’il s’agit d’une société, sa raison sociale ou dénomination, sa forme juridique, sa nationalité et son siège social.

C.2.5. L’inventaire des prix et les prix

L’inventaire des prix doit être intégralement rempli. Il comporte notamment les données suivantes :

- Les prix globaux forfaitaires hors TVA.
- Le montant de la TVA.
- Les prix globaux forfaitaires TVA incluse.
Il ne sera pas tenu compte des prix mentionnés ailleurs que dans l'inventaire des prix.

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre sont libellés obligatoirement en euros.

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie qu'un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chaque poste.

La combinaison ou le regroupement de postes n'est pas autorisé.

Le soumissionnaire est réputé avoir inclus dans ses prix tous les frais possibles, à l'exception de la TVA.

Pendant toute la durée du contrat, le soumissionnaire s'engage, sous réserve d'une révision des prix, à facturer les prestations aux prix indiqués dans l'inventaire, sans la moindre majoration.

C.2.6. Document unique de marché européen (DUME)

Le document unique de marché européen (DUME) consiste en une déclaration formelle de l'opérateur économique indiquant que les motifs d'exclusion concernés ne sont pas d'application et/ou qu'il est satisfait aux critères de sélection pertinents et que l'opérateur économique fournira les informations pertinentes demandées par le pouvoir adjudicateur.

Le DUME est généré par voie électronique. En annexe, le soumissionnaire trouvera la procédure à suivre pour télécharger et compléter le DUME.

Lorsqu'un groupe d'opérateurs économiques, dont une association temporaire, participe conjointement à une procédure de passation, chacun des opérateurs économiques participants doit soumettre un DUME distinct contenant les informations requises dans les parties II à V.

Un opérateur économique, qui participe à titre individuel, mais qui recourt à la capacité d'une ou de plusieurs autres entités, doit fournir son DUME, ainsi qu'un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

Les soumissionnaires remplissent les parties suivantes du DUME :
- Partie II, A, B, C et D.
- Partie III, A, B et C.
- Partie IV, α.
- Partie VI.

Conformément à l'article 76, §1er de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, l'absence du/des DUME intégralement complété(s) constitue une irrégularité substantielle, qui entraîne la nullité de l'offre.

C.3. Sélection – Droit d'accès – régularité des offres – critères d'attribution

C.3.1. Généralités

Les soumissionnaires seront évalués sur la base des critères de sélection repris ci-dessous.
Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères du droit d'accès mentionnés ci-dessous, seront prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris au point C.3.5., pour autant que les offres déposées soient régulières.

Par le dépôt de son offre, accompagnée du document unique de marché européen (DUME), le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :

1. qu'il ne se trouve pas dans l'un des motifs d'exclusion facultatifs ou obligatoires impliquant qu'il doit ou peut être exclu ;
2. qu'il répond aux critères de sélection établis par le pouvoir adjudicateur pour ce marché.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au soumissionnaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de présenter des documents justificatifs ou d'autres pièces justificatives lorsque et dans la mesure où le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en consultant une base de données nationale gratuitement accessible dans un État membre.

L'application de la déclaration vaut uniquement pour les documents ou certificats relatifs aux motifs d'exclusion qui sont accessibles gratuitement pour le pouvoir adjudicateur au moyen d'une base de données nationale d'un État membre.

Pour les éléments qui ne relèvent pas de la déclaration, les soumissionnaires qui le souhaitent peuvent déjà joindre à leur offre tous les documents et certificats nécessaires pour démontrer qu'ils ne sont pas en situation d'exclusion.

Concernant les critères de sélection, les soumissionnaires qui le souhaitent peuvent déjà joindre à leur offre tous les documents et certificats nécessaires pour démontrer qu'ils satisfont aux exigences de ces critères.

Avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur exigera du soumissionnaire qui entre en considération pour l'attribution qu'il présente les preuves qu'il n'existe pas de motifs d'exclusion et que les critères de sélection sont remis.

C.3.2. Droit d'accès – Critères d'exclusion (partie III du DUME)

À l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'un des cas d'exclusion facultatifs ou obligatoires peut démontrer qu'il a pris des mesures correctrices afin de démontrer sa fiabilité. À cette fin, le soumissionnaire prouve d'initiative qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel, afin de prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute. Si ces preuves sont jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, le candidat ou le soumissionnaire concerné n'est pas exclu de la procédure de passation.

Conformément à l'article 70 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le soumissionnaire doit informer l'adjudicateur au début de la procédure et de sa propre initiative s'il a pris des mesures correctrices concernant les motifs d'exclusion obligatoire.

Motifs d'exclusion obligatoires :

1. participation à une organisation criminelle ;
2. corruption ;
3. fraude ;
4. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
5. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
6. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
7. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Les exclusions mentionnées aux points 1° à 6° de la participation aux marchés publics s'appliquent pour une période de cinq ans à compter de la date de la condamnation. L'exclusion de la participation aux marchés publics mentionnée au point 7° s'applique pour une période de cinq ans à partir de la fin de l'infraction.

Le soumissionnaire qui n'a pas satisfait à ses obligations en matière de paiement de ses dettes fiscales et de cotisations à la sécurité sociale est exclu de cette procédure de passation. L'accès à la procédure n'est toutefois pas refusé au soumissionnaire qui :
1. N'a pas une dette en cotisations supérieure à 3.000 euros ; ou
2. A obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Dans le cas où le soumissionnaire a des dettes en cotisations supérieures à 3.000 euros, il démontre, sous peine d'exclusion, qu'il détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur ou d'une entreprise publique, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal à sa dette minorée de 3.000 euros.

Si l'attestation en possession du pouvoir adjudicateur ne démontre pas que le soumissionnaire répond à ses obligations fiscales et sociales, il en informe l'opérateur économique. À partir du lendemain de cette notification, le soumissionnaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour fournir la preuve de sa régularisation. Le recours à cette régularisation n'est possible qu'à une seule reprise.

Motifs d'exclusion facultatifs :
1. Lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer, par tout moyen approprié, que le candidat ou le soumissionnaire a manqué aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail ;
2. Lorsque le candidat ou le soumissionnaire est en litige, de liquidation, de cessation d'activité, de réorganisation judiciaire ou a fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
3. Lorsque le pouvoir adjudicateur peut démontrer par tout moyen approprié que le candidat ou le soumissionnaire a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité ;
4. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts au sens de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics par d'autres mesures moins intrusives ;
5. Lorsqu'il ne peut être remédié à une distorsion de la concurrence résultant de la participation préalable du candidat ou soumissionnaire à la préparation de la procédure de passation, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics par d'autres mesures moins intrusives ;
6. Lorsqu'il ne peut être remédié à une distorsion de la concurrence résultant de la participation préalable du candidat ou soumissionnaire à la préparation de la procédure de passation, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, par d'autres mesures moins intrusives ;
7. Lorsque des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;
8. lorsque le soumissionnaire s’est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l’absence de motifs d’exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n’est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis conformément à l’article 73 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

9. Lorsque le candidat ou le soumissionnaire a entrepris d’influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d’obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d’avoir une influence déterminante sur les décisions d’exclusion, de sélection ou d’attribution.

C.3.3. Sélection qualitative (partie IV du DUME)

Lorsqu’un soumissionnaire fait valoir les capacités d’autres entités et que ces capacités sont déterminantes pour sa sélection, il est tenu de mentionner pour quelle partie il fait valoir ces capacités et quelles autres entités il propose. Dans ce cas, il doit prouver au pouvoir adjudicateur qu’il disposera de ces moyens pour l’exécution du marché, et ce, en produisant l’engagement de ces entités à mettre de tels moyens à la disposition de l’adjudicateur.

Si le soumissionnaire a l’intention de travailler avec des sous-traitants, il doit préciser la partie du marché en question et les données des sous-traitants concernés.

Avant l’attribution du marché, le pouvoir adjudicateur exigera du soumissionnaire qui entre en considération pour l’attribution, les preuves que les critères de sélection sont remplis.

Les soumissionnaires qui le souhaitent peuvent déjà joindre à leur offre tous les documents demandés relatifs aux critères de sélection.

C.3.3.1. Critère de sélection relatif aux capacités techniques et professionnelles (article 68 de l’Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques)

Le soumissionnaire produit une liste de références pour des fournitures similaires, auxquelles il aura procédé au cours de la période précédente de maximum trois ans, en indiquant le montant, la date et les organismes publics ou privés auxquels elles étaient destinées.

Est entendu par fournitures similaires l’accès à l’outil intégré sur lequel se trouvent les données des institutions financières qui permettent une gestion efficace du risque de crédit par les clients du soumissionnaire.

Le soumissionnaire utilise à cet effet le modèle de référence joint au cahier spécial des charges.

Le soumissionnaire renseigne au moins 3 références.
C.3.4. Régularité des offres

Conformément à l'article 76, § 1er de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le pouvoir adjudicateur vérifie la régularité des offres.

Seules les offres régulières seront prises en considération pour être confrontées aux critères d'attribution.

C.3.5. Critères d'attribution

Pour attribuer le présent marché, le pouvoir adjudicateur déterminera l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les offres régulières des soumissionnaires seront confrontées aux critères d'attribution mentionnés ci-dessous.

Ces critères seront pondérés afin d'obtenir un classement final.

C.3.5.1. Liste des critères d'attribution

Les critères d'attribution sont les suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Critère</th>
<th>Pondération</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. Le prix</td>
<td>60/100</td>
</tr>
<tr>
<td>2. La qualité de la prestation de services</td>
<td>40/100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

C.3.5.2. Méthode de détermination de l'offre la plus avantageuse

1. Le prix (60/100)

Afin de pouvoir calculer ce critère, le soumissionnaire remplit l'inventaire des prix joint en annexe, en tenant compte des dispositions du point C.2.5.

Les points attribués pour ce critère seront calculés sur la base de la formule suivante :

\[ S = 60 \times \frac{P_m}{P_O} \]

où :

- \( S \) = le score attribué à une offre pour le critère « prix » ;
- \( P_m \) = le prix TVAC le plus bas proposé dans une offre régulière ;
- \( P_O \) = le prix TVAC de l'offre analysée.

Le nombre de points est arrondi à la deuxième décimale.
2. La qualité de l'outil proposé (40/100)

Le pouvoir adjudicateur demandera aux soumissionnaires ayant une offre régulière sur papier d'organiser une démonstration en ligne. Sur la base de cette démonstration, les soumissionnaires ayant une offre régulière sur papier seront évalués pour ce critère d'attribution.

À cette fin, le pouvoir adjudicateur enverra une invitation avec les informations (pratiques) nécessaires aux soumissionnaires ayant une offre régulière sur papier. Le soumissionnaire ayant une offre régulière sur papier disposerà d’un délai de 15 jours pour organiser cette démonstration.

L’invitation propose un minimum de trois plages horaires durant lesquelles le soumissionnaire ayant fait une offre régulière sur papier pourra faire sa démonstration et décrit comment ce dernier peut contacter le pouvoir adjudicateur pour confirmer l'une de ces plages horaires.

Le pouvoir adjudicateur souligne l'importance de respecter ce délai pour la suite du traitement du dossier.

- Rapports de notation des institutions financières (/10)

Dans ce (sous-)critère d'attribution, le soumissionnaire est évalué sur la base de l'accès qu'il donne aux rapports de notation des 3 principales agences de notation, à savoir Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

- Si, pour une institution financière, le soumissionnaire ne donne pas accès aux rapports de notation fournis par l'une des trois principales agences de notation, il se voit attribuer 0 point ;
- Si le soumissionnaire donne accès aux rapports de notation fournis par l'une des trois principales agences de notation à propos des institutions financières, il reçoit 3 points ;
- Si le soumissionnaire donne accès aux rapports de notation fournis par deux des trois principales agences de notation à propos des institutions financières, il reçoit 6 points ;
- Si le soumissionnaire donne accès aux rapports de notation fournis par chacune des trois principales agences de notation à propos des institutions financières, il reçoit 10 points.

- Historique des notations (/5)

Le soumissionnaire doit afficher les notations sur son outil intégré pendant une période donnée, dont la durée est appréciée au titre de ce sous-critère d’attribution. Si aucune notation n’est publiée sur l’outil intégré du soumissionnaire, celui-ci reçoit un score de 0 point.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Période entre la publication la plus ancienne des notations et le moment de la consultation</th>
<th>Points</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>0 et ≤ 2 ans</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 2 ans et ≤ 3 ans</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 3 ans et ≤ 4 ans</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 4 ans et ≤ 5 ans</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>
• Comptes annuels sur l'outil intégré du soumissionnaire (/5)

Le soumissionnaire doit publier les comptes annuels des institutions financières sur son outil intégré. Il recevra des points en fonction de la période pendant laquelle il publie les comptes annuels des institutions financières. S'il ne publie pas de comptes annuels sur son outil intégré, le soumissionnaire reçoit un score de 0 point.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Période entre la publication la plus ancienne des comptes annuels et le moment de la consultation</th>
<th>Points</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>0 et ≤ 2 ans</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 2 ans et ≤ 3 ans</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 3 ans et ≤ 4 ans</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 4 ans et ≤ 5 ans</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>&gt; 5 ans</td>
<td>5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

• Données standard ou données sélectionnées (/10)
  o Possibilité de créer des portefeuilles, composés de différentes institutions financières, et de sélectionner les données qui sont à afficher au niveau de ces portefeuilles (/6)
  o Possibilité de sélectionner les données qui sont à afficher pour chaque institutions financières individuellement (/4)

• Clarté des données si une notation est ajustée par l'une des agences de notation (/5)

• Possibilité d'importer automatiquement certaines données – après approbation (par exemple via une fenêtre contextuelle pour l'approbation des données) – dans les programmes du pouvoir adjudicateur (/5)
C.3.5.3. Cotation finale

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l’égard de ce soumissionnaire, l’exactitude de la déclaration faite dans le cadre du Document unique de marché européen, en vérifiant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucun des cas d’exclusion et qu’il remplit tous les critères de sélection.
D. EXÉCUTION

D.1. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

Pour le présent marché, le fonctionnaire dirigeant suivant est désigné :


Seul le fonctionnaire dirigeant est compétent pour le contrôle et la surveillance du marché.

Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer une partie de ses compétences.

En ce qui concerne le règlement 2016-679 « règlement général sur la protection des données », le pouvoir adjudicateur, en tant que responsable du traitement, habilite le fonctionnaire dirigeant ou son mandataire à conclure en son nom le contrat de traitement (voir D.5) lors de l’attribution du marché, ou à modifier ce contrat durant son exécution.

D.2. CLAUSES DE RÉEXAMEN

D.2.1. Durée du marché

Conformément à l’article 38 de l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit une clause de réexamen de la durée de ce marché afin de garantir la continuité des prestations si le marché devant succéder au présent marché ne peut être attribué en temps utiles. Trois mois avant la date d’échéance du contrat, le pouvoir adjudicateur pourra modifier unilatéralement la durée du marché et la durée initiale de 4 ans en 5 ans par simple envoi d’un courrier recommandé.

D.2.2. Révision des prix

Conformément à l’article 38/7 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit une clause de révision des prix.

D.2.2.1. Principes et calcul

L’adjudicataire est tenu de verser à son personnel les salaires fixés officiellement.

En ce qui concerne les fournitures demandées, une révision des prix ne peut être appliquée que pour les fluctuations des salaires des collaborateurs de l’adjudicataire. Cette révision des prix est applicable tant à la hausse qu’à la baisse et peut être appliquée à l’initiative du pouvoir adjudicateur et de l’adjudicataire.

Pour le calcul de la révision de prix la formule suivante est appliquée

\[ Pr = Po \times \left(0,8 \times \frac{Sr}{Sp} \right) + 0,2 \]

Où :

\( Pr \) = le prix révisé ;
Po = le prix avant révision (= montant dans l’offre de prix) ;

So = index salarial AGORIA (uniquement pour les adjudicataires belges ; les adjudicataires étrangers doivent proposer un index analogue) – moyenne nationale, charges sociales incluses, d’application pendant le mois qui précède la date ultime d’ouverture des offres ;

Sr = index salarial AGORIA (uniquement pour les adjudicataires belges ; les adjudicataires étrangers doivent proposer un index analogue) – moyenne nationale, charges sociales incluses, d’application pendant le mois qui précède le jour d’anniversaire de la notification de l’attribution du marché.

La révision des prix ne peut être appliquée que si l’augmentation ou la diminution du prix à appliquer à la suite de la demande de révision des prix s’élève à au moins 3 % par rapport au prix mentionné dans l’offre (pour la première révision des prix), ou par rapport au dernier prix révisé accepté ou imposé (à partir de la deuxième révision des prix). Le coefficient de révision des prix sera arrondi jusqu’à 4 décimales.

Le pouvoir adjudicateur ne déclarera les augmentations de prix recevables que pour autant que les justificatifs de l’augmentation soient joints, à savoir le coût salarial de référence de l’indice Agoria en vigueur le mois qui précède l’ouverture des offres et au moment de la demande de révision des prix.

Des informations concernant l’Index Agoria peuvent être obtenues sur https://www.agoria.be/.

D.2.2.2. Demandes

Toute demande de révision des prix doit être adressée par lettre recommandée à l’Agence fédérale de la Dette, Avenue des Arts 30 à 1040 Bruxelles.

Il ne peut y avoir qu’une seule révision des prix par an.

La révision de prix peut prendre effet à :

- La date anniversaire de la notification d’attribution du marché si l’adjudicataire a introduit sa demande de révision avant cette date par courrier recommandé et moyennant un accord préalable explicite et écrit du pouvoir adjudicateur. La révision de prix ne concerne que les actes qui ont effectivement été posés après la date anniversaire de l’attribution du marché ;
- Le premier jour du mois qui suit l’envoi du courrier recommandé si l’adjudicataire a laissé passer une ou plusieurs dates anniversaires et moyennant un accord préalable explicite et écrit du pouvoir adjudicateur. La révision des prix ne concerne que les actes qui ont effectivement été posés après le premier jour du mois précité ;
- ATTENTION : l’adjudicataire doit introduire une nouvelle demande chaque année pour la révision des prix des services qui seront prestés après la date anniversaire suivante.

D.2.3. Imposition ayant une incidence sur le montant du marché

Conformément à l’article 38/8 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit la révision des prix résultant d’une modification des impositions en Belgique ayant une incidence sur le montant du marché.

Une telle révision des prix n’est possible qu’aux conditions suivantes :

1. La révision des prix résulte d’une modification des impositions en Belgique ;
2. Les impositions ont une incidence sur le montant du marché ;
3. La modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres ;
4. ces impositions ne sont pas incorporées directement ou indirectement dans la formule de révision des prix visée au point D.2.2. « Révision des prix ».

D.2.4. **Circonstances imprévisibles dans le chef de l'adjudicataire**

Conformément aux articles 38/9 et 38/10 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit la révision du marché lorsque l’équilibre contractuel du marché a été bouleversé au détriment ou en faveur de l’adjudicataire par des circonstances quelconques auxquelles l’adjudicataire est resté étranger.

L’étendue du préjudice subi par l’adjudicataire ou de son avantage est appréciée uniquement sur la base des éléments propres au présent marché.

D.2.5. **Faits de l’adjudicateur et de l’adjudicataire**

Conformément à l’article 38/11 de l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit une clause de réexamen pour la révision des conditions du marché lorsque l’adjudicataire ou l’adjudicateur a subi un retard ou un préjudice à la suite de carences, de lenteurs ou de faits quelconques qui peuvent être imputés à l’autre partie.

La révision peut consister en une ou en plusieurs des mesures suivantes :

1. La révision des dispositions contractuelles, en ce compris la prolongation ou la réduction des délais d’exécution ;
2. une indemnisation ;
3. la résiliation du marché.

D.2.6. **Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l’adjudicataire et incidents durant la procédure**

Conformément à l’article 38/12 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le présent marché prévoit une clause de réexamen en cas de suspensions ordonnées par l’adjudicataire dans les conditions cumulatives suivantes :

1. La suspension dépasse au total un vingtième du délai d’exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours calendrier, selon que le délai d’exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours calendrier ;
2. La suspension n’est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d’autres circonstances auxquelles l’adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion de l’adjudicataire, constituent un obstacle à continuer l’exécution du marché à ce moment ;
3. La suspension a lieu endéans le délai d’exécution du marché.

Dans ce cas, l’adjudicataire peut obtenir des dommages et intérêts fixés à 25 euros par jour ouvrable/calendrier pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur.

D.3. **RESPONSABILITÉ DE L’ADJUDICATAIRE**

Le fournisseur est responsable de ses livraisons jusqu’au moment où les formalités d’examen et de notification, dont question à l’article 120 de l’arrêté royal du lundi 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, ont été effectuées, sauf si des pertes ou dommages sont apparus dans les lieux de stockage du destinataire, dus à des circonstances ou manquements imprévus visés à l’article 38/9 de l’AR du 14 janvier 2013 pouvant être portés à charge de l’adjudicateur conformément à l’article 38/11 de cet AR.
Conformément à l'article 46 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, l'adjudicataire préserve l'adjudicateur de tous dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution du présent marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts intentée par des tiers à cet égard.

D.4. ENGAGEMENT PARTICULIER DE L'ADJUDICATAIRE

L'adjudicataire et ses collaborateurs sont liés par un devoir de discrétion concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution du présent marché. Ce devoir de réserve s'applique à tous les types d'informations (données professionnelles, données privées, etc.). Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence.

D.5. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur garantissent le caractère confidentiel de toute information obtenue dans le cadre du marché et ne transmettront celle-ci à des tiers qu'après accord écrit de l'intéressé.

Protection des données à caractère personnel (règlement 2016-679 « règlement général sur la protection des données »)

De manière générale :

Pour les marchés publics qui contiennent des données à caractère personnel, l'adjudicataire se chargera du traitement de ces données au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur. C'est la raison pour laquelle l'adjudicataire, par l'introduction de son offre, se déclare entièrement d'accord avec le modèle du contrat de traitement de données, en annexe au présent cahier spécial des charges, et les obligations qui y figurent et s'engage à respecter scrupuleusement la réglementation en vigueur et à signer le contrat de traitement de données en deux exemplaires qu'il présentera à la première demande du pouvoir adjudicateur, même si l'attribution n'a pas encore eu lieu, ainsi qu'à respecter le contrat après l'attribution du marché.

De manière spécifique :

Dans le cadre de ce marché, le contrat de traitement en annexe n'est pas encore établi car son applicabilité dans le cadre de ce marché ne se produit pas encore. Si la nécessité se manifeste lors de l'exécution, le soumissionnaire s'engage à signer le contrat de traitement qui lui sera présenté à ce moment-là et il reconnaissait que tout délai de sa part sera considéré par le pouvoir adjudicateur comme étant un refus de continuer l'exécution du marché.

D.6. RÉCEPTION

La réception provisoire partielle est tacite, sous réserve de réclamations du pouvoir adjudicateur, chaque année après qu'il a été établi que le pouvoir adjudicateur a obtenu l'accès aux données de l'instrument intégré du contractant. Obtenir l'accès à l'instrument intégré implique la mise à disposition
des données de l’outil intégré qui permettent au pouvoir adjudicateur de mener une gestion efficace du risque de crédit. L’obtention de l’accès à l’outil intégré se fait d’un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le contractant. Une livraison finale partielle a lieu à la fin de chaque année.

A la fin du marché (voir point B.2. Durée du marché, du présent cahier des charges), un procès-verbal de réception définitive globale est établi, également selon le modèle librement choisi par le pouvoir adjudicateur.

D.7. CAUTIONNEMENT

Conformément à l’article 25, §2 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics, le montant du cautionnement est fixé à cinq pour cent du montant initial du marché HTVA.

Les montants ainsi obtenus seront arrondis à la dizaine d’euros supérieure.

D.7.1. Constitution du cautionnement

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le cautionnement peut être constitué soit en numéraire ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant aux prescriptions de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d’assurances satisfaisant aux prescriptions de la législation relative au contrôle des entreprises d’assurances et agréée pour la branche 15 (cautionnement).

L’adjudicataire doit, dans les 30 jours calendrier suivant le jour où le marché est conclu, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l’une des façons suivantes :

1. lorsqu’il s’agit de numéraire, par le virement du montant sur le compte Bpost banque de la Caisse des dépôts et consignations (NB – voir les informations pour l’inscription en ligne ci-dessous) ou d’un organisme public remplissant une fonction similaire à celle de ladite Caisse, ci-après dénommé « organisme public remplissant une fonction similaire » ;
2. lorsqu’il s’agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l’État au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l’une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d’un organisme public remplissant une fonction similaire ;
3. lorsqu’il s’agit d’un cautionnement collectif, par le dépôt d’un organisme exerçant légalement cette activité, d’un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d’un organisme public remplissant une fonction similaire ;
4. lorsqu’il s’agit d’une garantie, par l’acte d’engagement de l’établissement de crédit ou de l’entreprise d’assurances.

La justification se donne, selon le cas, par la production à l’adjudicateur :

1. soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d’un organisme public remplissant une fonction similaire ;
2. soit d’un avis de débit remis par l’établissement de crédit ou la compagnie d’assurances ;
3. soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l’État ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
4. soit l’original de l’acte de caution solidaire, visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
5. soit de l’original de l’acte d’engagement établi par l’établissement de crédit ou la compagnie d’assurances accordant une garantie.
Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, les prénoms et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement du tiers qui a effectué le dépôt pour compte de l'adjudicataire, avec la mention « bailleur de fonds » ou « mandataire » suivant le cas.

Le délai susmentionné de 30 jours calendrier est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de congé payé annuel et les jours de repos compensatoire fixés par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

**INFORMATIONS POUR L’INSCRIPTION EN LIGNE AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

La procédure pour verser un cautionnement en numéraire est modifiée depuis la mise à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) de l'application e-DEPO. Avant tout versement à la CDC, il y a lieu de compléter le formulaire comme mentionné sur le site Internet [https://finances.belgium.be/fr/marché-public](https://finances.belgium.be/fr/marché-public).

Après réception de ce formulaire, la CDC envoie par e-mail les données exactes pour le paiement (n° de compte et communication pour le versement).

Après le versement et le traitement du dossier, la CDC enverra par courriel l'acte numérique de cautionnement aux adresses courriel des deux parties mentionnées sur le formulaire de demande (pour l'Agence fédérale de la Dette = accounting@debtagency.be).

Pour toute question relative aux cautionnements en numéraire, veuillez contacter : info.ccdck@minfin.fed.be.

Pour toute question relative aux cautionnements solidaires, veuillez contacter : solidaire.ccdck@minfin.fed.be.

**BÉNÉFICIAIRE(S) DU CAUTIONNEMENT**

Remplissez ici les coordonnées de l'(des) administration(s) qui demande(nt) la constitution d'un cautionnement. Si nécessaire, demandez ces informations à l'(aux) administration(s) concernée(s).

**BÉNÉFICIAIRE 1**

Numéro d'entreprise : BE 0666.519.662
Adresse courriel : accounting@debtagency.be
N° téléphone : 02 574 70 80
Nom de l'Administration : Agence fédérale de la Dette.

**Pour les cautionnements auprès d'une banque, l'original** de la preuve du cautionnement doit être envoyé à l'adresse suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Agence fédérale de la Dette</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Avenue des Arts 30,</td>
</tr>
<tr>
<td>1040 BRUXELLES</td>
</tr>
</tbody>
</table>
D.7.2. Libération du cautionnement

Par dérogation à l'article 33 de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, le cautionnement sera libéré en une fois après la réception définitive globale.

D.7.3. Kick-off Meeting ou réunion de lancement

Une réunion de lancement (kick-off) peut être organisée entre le pouvoir adjudicateur et l’adjudicataire, virtuellement ou dans les locaux de l’Agence fédérale de la Dette, sur la base d’un agenda convenu entre les deux parties.

D.7.4. Délai de livraison

L'adjudicataire doit être en mesure de commencer les livraisons à la date précisée dans le courrier de notification.

D.7.5. Lieu des livraisons

L'accès à l'outil intégré qui permet au pouvoir adjudicateur de mener une gestion efficiente du risque de crédit est fourni par la voie numérique.

D.7.6. Respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'adjudicataire respecte les dispositions légales et réglementaires en matière de voie publique, d'hygiène et de protection du travail, ainsi que les dispositions des conventions collectives, nationales, régionales, locales ou d'entreprise.

Le soumissionnaire s'engage, jusqu'à l'exécution complète du marché, à respecter les conventions/traités suivants :

- Convention n° 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.
- Convention n° 98 de l'OIT concernant le droit d'organisation et de négociation collective.
- Convention n° 29 de l'OIT concernant le travail forcé ou obligatoire.
- Convention n° 105 de l'OIT concernant l'abolition du travail forcé.
- Convention n° 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.
- Convention n° 111 de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession).
- Convention n° 100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération.
- Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et le Protocole de Montréal y afférent relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.
- Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle).
- Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.
- Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d’un commerce international (PNUE/FAO) (Convention CIP) et les trois protocoles régionaux.
En vertu de l'article 44, § 1er, 1° de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, le non-respect de cet engagement sera considéré comme une non-exécution du marché suivant les prescriptions fixées dans les documents du marché, ce qui donnera lieu à la mise en demeure de l’adjudicataire, et pourra, en vertu de l'article 47, § 2 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013, donner lieu à l’application de mesures d’office, en particulier à la résiliation unilatérale du marché.

D.7.7. Sous-traitants

Conformément à l'article 12, § 1er de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, il est rappelé que l’adjudicataire ne dégage pas sa responsabilité envers l’adjudicateur lorsqu’il confie tout ou partie de ses engagements à des tiers. Le pouvoir adjudicateur n’a aucun lien contractuel avec ces tiers.

Conformément à l’article 12/1 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, l'adjudicataire transmet, au plus tard au début de l'exécution du marché, les informations suivantes à l’adjudicateur : le nom, les coordonnées et les représentants légaux de tous les sous-traitants, quelle que soit la mesure dans laquelle ils participent à la chaîne de sous-traitance et quelle que soit leur place dans cette chaîne, participant aux travaux ou à la prestation des services ou des livraisons, dans la mesure où ces informations sont connues à ce stade. Il en va de même dans le cas de marchés de services ou de livraisons qui doivent être fourni(e)s sur un site placé sous la surveillance directe de l’adjudicateur. L’adjudicataire est tenu, pendant toute la durée du marché, d’informer sans délai l’adjudicateur de toute modification de ces informations, ainsi que des informations requises pour tout éventuel nouveau sous-traitant qui participera ultérieurement à ces travaux ou à la prestation de ces services ou de ces fournitures. Ces informations seront fournies sous la forme du Document unique de marché européen (DUME).

Conformément à l’article 12/2 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, le pouvoir adjudicateur vérifiera s’il existe, dans le chef du(des) sous-traitant(s) direct(s) de l’adjudicataire, des motifs d’exclusion au sens des articles 67 à 69 de loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Le pouvoir adjudicateur peut également vérifier s’il existe dans le chef d’un sous-traitant, plus loin dans la chaîne de sous-traitance, des motifs d’exclusion. Le pouvoir adjudicateur demande que l'adjudicataire prenne les mesures nécessaires pour le remplacement du sous-traitant à l'encontre duquel ladite vérification a démontré qu'il existe un motif d'exclusion.

Conformément à l’article 12/4 de l’Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, les sous-traitants, où qu’ils interviennent dans la chaîne de sous-traitance et proportionnellement à la partie du marché qu’ils exécutent, doivent satisfaire aux exigences minimales en matière de capacités techniques et professionnelles imposées par le présent cahier spécial des charges.
D.8. FACTURATION ET PAIEMENT

L'accès aux données de l'outil intégré peut être facturé en début de période chaque année conformément aux dispositions de l'article 67, §1, 4° de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

Les factures, à assujettir à la TVA, doivent être établies au nom de :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Agence fédérale de la Dette</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Avenue des Arts 30,</td>
</tr>
<tr>
<td>1040 BRUXELLES</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les factures ne peuvent plus être envoyées par la poste. Les possibilités d’envoi des factures sont :

- Via le portail Mercurius au format XML


- Par le biais d’un fichier PDF

La facture peut être également envoyée, sous la forme d’un fichier PDF, à l’adresse électronique suivante : accounting@debtagency.be. Attention : chaque fichier PDF ne peut contenir qu’une seule facture.

Les factures doivent être revêtues de la mention suivante : « Le montant dû doit être versé sur le compte n°… au nom de… à … ». Les numéros de commande (BC-BDA2023-01) et, le cas échéant, le numéro du contrat (NC-BDA2023-01) seront systématiquement indiqués sur chaque facture.

La procédure de liquidation s'effectuera conformément à la réglementation relative à la Comptabilité de l'État.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours à compter de la date de fin des services, constatée conformément aux règles fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception provisoire et en notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services est effectué dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai de vérification, et ce, à condition que les factures aient été correctement établies, que tous les documents justificatifs requis soient correctement envoyés et transmis à la bonne adresse de facturation.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas de déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en euros.

Tous les paiements s’effectuent uniquement sur le numéro de compte mentionné dans le formulaire d’offre.
En cas de modification du numéro de compte, il est demandé :

- d'introduire une demande de modification, dûment signée par la même personne que celle qui a signé l’offre. Si cette règle ne peut être suivie, il est demandé de joindre le document (acte authentique/sous seing privé, numéro de l’annexe au Moniteur belge) attestant que la personne est habilitée à signer cette demande ;
- de joindre impérativement un certificat bancaire attestant que l'entreprise adjudicatrice est effectivement titulaire du numéro de compte communiqué.

**D.9. LITIGES**

Tous les litiges relatifs à l'exécution du présent marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l’arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.
E. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

E.1. CONTEXTE

Le pouvoir adjudicateur entend disposer d'une plateforme permettant d'accéder aux informations essentielles à la gestion du risque de crédit des institutions financières. Son souhait est donc de pouvoir utiliser une base de données d'accès libre, en vue de gagner un temps considérable dans l'identification de nouveaux établissements financiers et dans l'attribution et la gestion des lignes de crédit.

Le pouvoir adjudicateur souhaite également pouvoir disposer d'un système d'alerte permettant un ajustement rapide des lignes de crédit après un événement de crédit, et éventuellement d'un système d'alerte précoce pour prévenir les pertes financières dues au risque de crédit lors de transactions financières.

E.2. EXIGENCES MINIMALES

Afin que le pouvoir adjudicateur puisse évaluer si l'offre du soumissionnaire répond aux exigences techniques, le soumissionnaire sera invité à organiser une démonstration. Dans cette démonstration, le soumissionnaire démontre au pouvoir adjudicateur que son instrument intégré répond aux exigences techniques. La démonstration se tiendra en ligne.

Le pouvoir adjudicateur enverra une invitation aux soumissionnaires avec les informations (pratiques) d'au moins trois créneaux horaires pendant lesquels le soumissionnaire peut effectuer la démonstration et décrit comment le soumissionnaire peut contacter le pouvoir adjudicateur pour confirmer un de ces créneaux.

Le pouvoir adjudicateur souligne l'importance de respecter ce délai pour la suite du traitement du dossier.

Après cette démonstration, le soumissionnaire s'assurera que le pouvoir adjudicateur ait accès à l'outil intégré ou à la démonstration de l'outil intégré fonctionnant dans un environnement de test identique à l'outil intégré réel pendant 7 jours, gratuitement et sans aucune obligation.

L'utilisation comprend toutes les modalités de (la démonstration de) l'outil intégré.

Passé ce délai de 7 jours, le pouvoir adjudicateur n'aura plus accès à (la démonstration de) l'outil intégré.

- Les données nécessaires à la gestion du risque de crédit doivent être centralisées dans un même outil intégré (un site web, une plateforme, etc.). Il est question des données suivantes des institutions financières :
  - Les notations à court et long terme (Fitch, Moody’s et Standard & Poor’s)
  - Les données financières, en euros, utiles à l'analyse des risques (Tier 1, Tier 2 et Total Regulatory Capital), y compris les différentes catégories de fonds propres
  - Leurs coordonnées et informations
  - Leurs caractéristiques financières et codes d'identification (numéro LEI, code BIC (SWIFT), etc.)
  - Leurs rapports annuels
  - La liste de leurs dirigeants et managers
La structure de leur groupe et leur position dans celui-ci (consortium, filiales et sociétés sœurs, etc.)

- Au moins 2 personnes doivent pouvoir accéder aux données de l'outil intégré en même temps ;
- Le soumissionnaire doit prévoir la possibilité de compiler et de gérer un portefeuille de toutes les institutions financières qui présentent un risque de crédit pour le pouvoir adjudicateur ;
- Possibilité de copier manuellement les notations à long et à court terme des institutions financières dans le système informatique du pouvoir adjudicateur et de les utiliser dans son système de détermination des lignes de crédit et des seuils de garantie, conformément à ses propres règles internes ;
- Possibilité d’être informé ou de voir rapidement si la notation d’une ou plusieurs agences de notation dont le soumissionnaire dispose sur son outil intégré a changé (recevoir une alerte en cas de changement de notation, pouvoir classer le portefeuille des institutions financières en fonction de la date de la dernière mise à jour de leur notation pour chaque agence de notation, etc.) ;
- Possibilité d'importer le montant des fonds propres réglementaires et de saisir manuellement les montants dans le système informatique du pouvoir adjudicateur ;
- Si les comptes annuels de l'institution financière sont préparés à l'aide de différents modèles, le soumissionnaire doit proposer tous les différents modèles possibles (IFRS/GAAP) sur son outil intégré ;
- Le soumissionnaire doit publier les comptes annuels de chaque institution financière en euros, USD et monnaie locale sur son outil intégré. Les comptes annuels dans les différentes devises doivent être disponibles pour le pouvoir adjudicateur ;
- Tous les comptes annuels publiés sur l'outil intégré doivent comporter un lien vers la même publication sur le site web de l'institution financière concernée ;
- Le soumissionnaire doit offrir la possibilité de comparer les données financières des institutions financières, soit entre elles, soit avec des « benchmarks » (soit des données de référence des institutions financières).
Le présent marché ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de la part de l'Agence fédérale de la Dette, qui se réserve le droit de ne pas attribuer le marché.

1030 BRUXELLES,

Jean Deboutte  
(Signature)

Digitally signed by Jean Deboutte  
(Signature)  
Date: 2022.10.26  
12:43:06 +02'00'

Jean Deboutte  
Président du Comité Exécutif de l’Agence fédérale de la Dette
F. ANNEXES

1. Formulaire d’offre
2. Entreprise étrangère – Établissement stable
3. Comment compléter et télécharger le DUME ?
4. Modèle pour les références ;
5. Articles 9 et 10 du Code du bien-être au travail
Cahier spécial des charges n° S&L/DA/2022/057

F.1. FORMULAIRE D’OFFRE

Service public fédéral Finances
Service d’encadrement Budget et Contrôle
de la gestion
Team Marchés publics
North Galaxy – Tour B23 – boîte 784
Boulevard du Roi Albert II 33
1030 BRUXELLES

Cahier spécial des charges : S&L/DA/2022/057

Procédure ouverte pour la livraison d’un outil intégré permettant la communication des données financières d'institutions financières pour une gestion efficace du risque de crédit par le pouvoir adjudicateur

L’entreprise :

(dénomination complète)

dont l’adresse est :

(rue)

(code postal et commune)

(pays)

enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro :

et pour laquelle Monsieur/Madame\(^1\) :

(nom)

(fonction)

domicilié(e) à l’adresse :

(rue)

(code postal et commune)

\(^1\) Biffer la mention incorrecte.
agissant comme soumissionnaire ou fondé de pouvoir, s’engage à exécuter, conformément aux conditions et dispositions du cahier spécial des charges, les services décrits au prix mentionné ci-dessous.

Le soumissionnaire ne peut pas modifier cet inventaire des prix et peut uniquement compléter les cases vides. Toutes les cases vides doivent être complétées.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Unité</th>
<th>Prix total, en €, hors TVA</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>L'accès à l'outil intégré du soumissionnaire durant l'année 1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L'accès à l'outil intégré du soumissionnaire durant l'année 2</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L'accès à l'outil intégré du soumissionnaire durant l'année 3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L'accès à l'outil intégré du soumissionnaire durant l'année 4</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>L'accès à l'outil intégré du soumissionnaire durant la prolongation (de 4 à 5 ans)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prix total pour 5 ans, en €, hors TVA</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant de la TVA</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prix total pour 5 ans, en €, TVA comprise</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les informations confidentielles et/ou les informations qui se rapportent à des secrets techniques ou commerciaux sont clairement indiquées dans l’offre.

Les sommes dues seront payées par l’organisme de paiement du pouvoir adjudicateur par virement ou versement sur :

le numéro de compte :

- IBAN :
- BIC :

Si la facturation doit être réalisée par un établissement autre que le siège social susmentionné, son adresse doit être mentionnée ci-dessous.

N. B. Le numéro de TVA doit être identique à celui du siège social mentionné à la page 1.

L’établissement qui établira la facture est domicilié à l’adresse :
Toute correspondance concernant l’exécution du marché doit être envoyée à l’adresse suivante :

(rue)
(code postal et commune)
(numéro de téléphone)
(adresse e-mail)
PME (petite et moyenne entreprise) :

Votre entreprise est-elle considérée comme une PME au sens de l'article 15 du Code des sociétés ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>OUI / NON</th>
</tr>
</thead>
</table>

POUR MÉMOIRE : DOCUMENTS À JOINDRE OBLIGATOIREMENT À L'OFFRE

- Le formulaire d'offre (voir partie C, 2.4).
- Pour les soumissionnaires non belges : l'annexe « Firme étrangère - Établissement stable » (cf. partie F).
- Les statuts et tout autre document utile prouvant l'habilitation du/des signataire(s), en ce compris le document établissant la procuration du/des mandataire(s) (voir partie C. 1.2).
- Le document unique de marché européen (DUME) (voir partie C, 2.6).
- Les documents relatifs aux critères d'attribution (voir partie C, 3.5).
- La description des fournitures au regard des prescriptions techniques (voir partie E).
- D'autres annexes que le soumissionnaire juge utiles.

Cette case est réservée au pouvoir adjudicateur :

APPROUVÉ POUR LES MONTANTS INDIQUÉS DANS L'INVENTAIRE DES PRIX :

---

2 Les conditions pour être considérée comme PME sont :
- moyenne annuelle du nombre de travailleurs : 50
- chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée : 9.000.000 euros
- total du bilan : 4.500.000 euros

Le fait de dépasser ou de ne plus dépasser plus d'un des critères susvisés n'a d'incidence que si cette circonstance se produit pendant deux exercices consécutifs. Dans ce cas, les conséquences de ce dépassement s'appliqueront à partir de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel, pour la deuxième fois, plus d'un des critères ont été dépassés ou ne sont plus dépassés.

3 Biffer la mention inutile.
F.2.  SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE - ÉTABLISSEMENT STABLE

Cahier spécial des charges : S&L/DA/2022/057

Procédure ouverte pour la livraison d’un outil intégré permettant la communication des données financières d’institutions financières pour une gestion efficace du risque de crédit par le pouvoir adjudicateur

L’entreprise :

(dénomination complète)

dont l’adresse est :

(rue)

(code postal et commune)

(pays)

enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro :

OU

Numéro de TVA étranger :

et pour laquelle Monsieur/Madame4 :

(nom)

(fonction)

domicilié(e) à l’adresse :

(rue)

(code postal et commune)

(pays)

4 Biffer la mention incorrecte.
agissant en qualité de soumissionnaire ou de fondé de pouvoir, confirme l'exactitude des données communiquées dans le présent document.

Les sommes dues seront payées par l'organisme de paiement du pouvoir adjudicateur par virement ou versement sur :

le numéro de compte :
- IBAN :
- BIC :

COCHEZ LA MENTION D'APPLICATION SOUS A ET/OU B

A. LIVRAISON DE BIENS

A.1 LES BIENS NE SONT PAS INSTALLÉS OU ASSEMBLÉS EN BELGIQUE PAR LE FOURNISSEUR

☐ Les biens sont introduits en Belgique en provenance d'un lieu se situant en dehors du territoire TVA de l'Union européenne ou importés depuis un pays tiers.

Le fournisseur intervient en qualité que destinataire de l'importation et doit émettre sa facture avec la TVA belge. Cette TVA est acquittée par le pouvoir adjudicateur en même temps que la facture.

NB : le fournisseur doit posséder un numéro de TVA belge pour pouvoir imputer la TVA belge.

Numéro de TVA belge :

☐ Les biens proviennent d'un autre État membre de l'Union européenne

Le fournisseur doit établir sa facture sans TVA. Le pouvoir adjudicateur doit acquitter la TVA par le biais de sa déclaration spéciale.

N. B. Si avant la vente, le fournisseur importe d'abord les biens en Belgique et les vend ensuite au pouvoir adjudicateur, ce dernier doit être considéré comme ayant réalisé l'achat en Belgique et non à l'étranger.

Les marchandises seront transportées depuis ................................................................. (pays)

☐ Les biens proviennent de Belgique

NB : le fournisseur doit posséder un numéro de TVA belge pour pouvoir imputer la TVA belge.

Numéro de TVA belge :
A.2 LES BIENS SONT INSTALLÉS OU ASSEMBLÉS EN BELGIQUE PAR LE FOURNISSEUR

☐ Le fournisseur doit établir sa facture avec la TVA belge. Cette TVA est acquittée par le pouvoir adjudicateur en même temps que la facture.

NB : le fournisseur doit posséder un numéro de TVA belge pour pouvoir imputer la TVA belge.

Numéro de TVA belge :

B. PRESTATION DE SERVICES

B.1 LE PRESTATAIRE DE SERVICES DISPOSE D’UN ÉTABLISSEMENT STABILE EN BELGIQUE QUI INTERVIENT/PARTICIPE À LA PRESTATION DE SERVICES

☐ Le prestataire de services doit établir sa facture avec la TVA belge. Cette TVA est acquittée par le pouvoir adjudicateur en même temps que la facture.

Établissement stable dont l’adresse est :

(rue)

(code postal et commune)

(Belgique)

---


Aux fins de l’application des articles 50, 51 et 55 du Code de la TVA, l’administration considère qu’un assujetti possède un établissement stable dans le pays si les trois conditions suivantes sont réunies :

a) l’assujetti a, dans le pays, un siège de direction, une succursale, une usine, un atelier, une agence, un magasin, un bureau, un laboratoire, un comptoir d’achat ou de vente, un dépôt ou tout autre établissement stable, à l’exclusion des travaux de construction ;

b) l’établissement visé au point a) est géré par une personne apte à engager l’assujetti envers les fournisseurs et les clients ;

c) l’établissement visé au point a) effectue de manière régulière des opérations visées par le Code de la TVA : livraisons de biens ou prestations de services.

Un assujetti qui dispose d’un établissement stable en Belgique est considéré comme un assujetti qui n’est pas établi en Belgique, si cet établissement ne participe pas à la livraison de biens ou à la prestation de services (article 51, § 2, alinéa 2 du Code de la TVA et article 192bis de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée).

NB : le prestataire de service/l'établissement fixe doit posséder un numéro de TVA belge pour pouvoir imputer la TVA belge.

Numéro de TVA belge :

**B.2. LE PRESTATAIRE NE DISPOSE PAS D'UN ÉTABLISSEMENT STABLE EN BELGIQUE OU L'ÉTABLISSEMENT BELGE N'INTERVIEN PAS/NE PARTICIPE PAS À LA PRESTATION DE SERVICES**

☐ Le prestataire de services doit établir sa facture **hors TVA**. Le pouvoir adjudicateur doit acquitter la TVA par le biais de sa déclaration spéciale.
F.3. COMMENT COMPLÉTER ET TÉLÉCHARGER LE DUME ?

Comme précisé dans le DUME lui-même, si vous participez au présent marché avec d’autres opérateurs économiques et/ou si vous faites appel à la capacité d’autres opérateurs économiques, il faut joindre un DUME pour chaque opérateur. Dans un tel cas, tous les DUME doivent être joints lorsque vous déposez votre offre.

F.3.1. Via le fichier html

2. Choisissez votre langue.
7. Cliquez sur « Suivant ».
8. Vous pouvez à présent commencer à compléter les champs obligatoires :
   - Partie I ; (uniquement si le pouvoir adjudicateur ne l’a pas préremplie)
   - Partie II, A, B, C et D.
   - Partie III, A, B et C.
   - Partie IV, α.
   - Partie VI.
9. Une fois que vous avez complété le document, cliquez sur « Aperçu ».
11. Lorsque vous soumettez votre offre, vous devez y joindre le DUME complété au format XML et PDF.
F.4. MODÈLE POUR LES RÉFÉRENCES

Le soumissionnaire donne 3 références, tel que stipulé au point C.3.3.1.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Description des fournitures</th>
<th>Date de la livraison</th>
<th>Nom de l'organisation pour laquelle la livraison a été effectuée + données d'adresse</th>
<th>Montant total, hors TVA</th>
<th>Personne de contact au sein de l'organisation pour laquelle la livraison a été effectuée + coordonnées</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>l'accès à l'outil intégré sur lequel se trouvent les données des institutions financières qui permettent une gestion efficace du risque de crédit par les clients du soumissionnaire.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
F.5. ARTICLES 9 ET 10 DE LA LOI DU 4 AOÛT 1996 RELATIVE AU BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS LORS DE L'EXÉCUTION DE LEUR TRAVAIL

Art 9. <L 2007-06-03/81, art. 88, 017; Entrée en vigueur : 02-08-2007> § 1er. L'employeur dans l'établissement duquel sont effectués des travaux par des entrepreneurs et, le cas échéant, par des sous-traitants, est tenu de :

1° fournir les informations nécessaires aux entrepreneurs à l'attention des travailleurs des entrepreneurs ou sous-traitants et en vue de la concertation sur les mesures visées au point 4°.

Cette information concerne notamment :

a) Les risques pour le bien-être des travailleurs ainsi que les mesures et activités de protection et prévention, concernant tant l'établissement en général que chaque type de poste de travail et/ou de fonction ou activité pour autant que cette information soit pertinente pour la collaboration ou la coordination.

b) les mesures prises pour les premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs et les travailleurs désignés qui sont chargés de mettre en pratique ces mesures ;

2° s'assurer que les travailleurs visés au point 1° ont reçu la formation appropriée et les instructions inhérentes à son activité professionnelle ;

3° prendre les mesures appropriées pour l'organisation de l'accueil spécifique à son établissement des travailleurs visés au point 1° et, le cas échéant, le confier à un membre de sa ligne hiérarchique ;

4° coordonner l'intervention des entrepreneurs et des sous-traitants et d'assurer la collaboration entre ces entrepreneurs et sous-traitants et son établissement lors de la mise en œuvre des mesures en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

5° veiller à ce que les entrepreneurs respectent leurs obligations en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui sont propres à son établissement.

§ 2. L'employeur dans l'établissement duquel sont effectués des travaux par des entrepreneurs et, le cas échéant, par des sous-traitants, est tenu de :

1° Écarter tout entrepreneur dont il peut savoir ou constater que celui-ci ne respecte pas les obligations imposées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution visant la protection des travailleurs.

2° de conclure avec chaque entrepreneur un contrat comportant notamment les clauses suivantes :

a) l'entrepreneur s'engage à respecter ses obligations relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail propres à l'établissement dans lequel il vient effectuer des travaux et à les faire respecter par ses sous-traitants ;

b) si l'entrepreneur ne respecte pas ou respecte mal ses obligations visées au point a), l'employeur dans l'établissement duquel les travaux sont effectués, peut lui-même prendre les mesures nécessaires, aux frais de l'entrepreneur, dans les cas stipulés au contrat ;

c) l'entrepreneur qui fait appel à un (des) sous-traitant(s) pour l'exécution de travaux dans l'établissement d'un employeur, s'engage à reprendre dans le(s) contrat(s) avec ce(s) sous-traitant(s) les clauses telles que visées aux points a) et b), ce qui implique notamment que lui-même, si le sous-
traitant ne respecte pas ou respecte mal les obligations visées au point a), peut prendre les mesures nécessaires, aux frais du sous-traitant, dans les cas stipulés au contrat.

3° de prendre lui-même sans délai, après mise en demeure de l'entrepreneur, les mesures nécessaires relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail propres à son établissement, si l'entrepreneur ne prend pas ces mesures ou respecte mal ses obligations.

Art 10. <L 2007-06-03/81, art. 88, 017; Entrée en vigueur : 02-08-2007> § 1er. Les entrepreneurs et, le cas échéant, les sous-traitants qui viennent effectuer des travaux dans l'établissement d'un employeur sont tenus de :

1° respecter leurs obligations en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui sont propres à l'établissement où ils viennent effectuer des travaux et à les faire respecter par leurs sous-traitants ;

2° fournir les informations visées à l'article 9, § 1er, 1° à leurs travailleurs et sous-traitant(s) ;

3° fournir à l'employeur auprès duquel ils effectueront des travaux les informations nécessaires relatives aux risques propres à ces travaux ;

4° accorder leur coopération à la coordination et la collaboration visées à l'article 9, § 1er, 4° ;

§ 2. Les entrepreneurs et, le cas échéant, les sous-traitants ont les mêmes obligations à l'égard de leurs sous-traitants que l'employeur a à l'égard de ses entrepreneurs en application de l'article 9, § 2.